

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Sekundarschule
Akteure	Ruiz, Rebecca (sp/ps, VD) NR/CN, Pelli, Fulvio (fdp/plr, TI) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Sekundarschule, 2015*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Bildung, Kultur und Medien	1
Bildung und Forschung	1
Grundschulen	1

Abkürzungsverzeichnis

WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
<hr/>	
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national

Allgemeine Chronik

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Grundschulen

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 19.06.2015
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné que l'**Initiative populaire contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire** a récolté le nombre de signatures requises pour amener les citoyens suisses aux urnes, afin qu'ils se prononcent sur la question. L'initiative vise, d'un côté, à supprimer les cours d'éducation sexuelle aux enfants de moins de 9 ans et, d'un autre côté, à rendre ces cours facultatifs pour les enfants de 9 à 12 ans. A partir de 12 ans, un cours serait dispensé dans le cadre de l'enseignement de la biologie. Uniquement les questions de reproduction et de développement humain y seraient abordées. Le Conseil fédéral propose de rejeter l'initiative. Il estime qu'elle porte atteinte aux droits des enfants de profiter d'une information fiable et d'une protection relative à leur intégrité. Selon le Conseil fédéral, les cours d'éducation sexuelle permettent de prévenir les jeunes contre la violence sexuelle, les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées. De plus, il ajoute que ces informations doivent être transmises indépendamment de la situation familiale. L'école obligatoire, à travers sa mission publique, apparaît ainsi comme le meilleur acteur. Finalement, le Conseil fédéral ne souhaite pas interférer dans la souveraineté cantonale. Du côté des chambres, le débat a d'abord pris ses quartiers au Conseil national. A l'instar de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN), la chambre du peuple a proposé de rejeter l'initiative par 146 voix contre 45. Des arguments similaires à ceux du Conseil fédéral ont été avancés. De plus, Elisabeth Schneider-Schneiter (pdc, BL) a souligné que les abus sexuels avaient lieu, dans la majorité des cas, sur des enfants de 7 à 12 ans. Rebecca Ruiz (ps, VD) a renchéri, précisant que de nombreux abus se déroulaient au sein même du cercle familial. Pour sa part, l'UDC, seul soutien de l'initiative, a connu des divisions internes. Néanmoins, la majorité a soutenu que l'éducation sexuelle devait rester du ressort des parents et a attaqué les méthodes pédagogiques actuellement en vigueur, en citant comme exemple la sex-box bâloise. Après le rejet du Conseil national, le débat s'est déplacé du côté de la chambre haute. Géraldine Savary (ps, VD), présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-CE), a mis en avant l'importance des cours d'éducation sexuelle, soulignant notamment la baisse du nombre d'avortements, lors des dernières décennies, comme preuve de l'efficacité de ces cours. Finalement, le Conseil des Etats a clos le débat en rejetant l'initiative par 40 voix contre 1 et 4 abstentions. Après cet échec au parlement, 15 membres du comité de lancement de l'initiative ont signé le retrait de l'initiative. Ainsi, la question de la sexualisation ne sera pas soumise au verdict des urnes. Les auteurs de l'initiative, pour justifier le retrait, estiment avoir atteint leur but : sensibiliser l'opinion publique sur la question de l'éducation sexuelle. De plus, le comité a créé l'«Association initiative de protection», qui a pour objectif d'observer l'évolution de l'éducation sexuelle en Suisse.¹

1) BO, CE; BO, CE; BO, CN; BO, CN; Communiqué de presse CSEC-E; Communiqué de presse CSEC-N; FF, 2015, 4405; FF, 2015, 683; FF, 2015, 709; BaZ, 5.1.15; TA, 4.3.15; AZ, BaZ, Blick, LMD, LT, Lib, TG, 5.3.15; Blick, 6.3.15; LT, 17.3.15; BZ, 15.7.15